

**RAPPORT N° 2022/3-35  
au Bureau Communautaire  
en séance du jeudi 30 juin 2022**

**OBJET**

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'UN PERSONNEL D'ETABLISSEMENT OU SERVICES D'AIDE PAR  
LE TRAVAIL (ESAT) AFFECTE AU RESEAU DE LECTURE PUBLIQUE**

La CINOR a choisi de développer sa politique handicap en faveur des agents en conventionnant avec le Fonds pour l'Insertion des Personnes en situation de Handicap de la Fonction Publique (FIPHFP) pour une durée de trois ans à compter du 1er janvier 2022.

Afin de favoriser l'insertion de personnes en situation de handicap, la collectivité a choisi d'accueillir, au sein de son réseau de lecture publique, une personne en situation de handicap dans le cadre d'une mise à disposition d'un personnel d'établissement ou service d'aide par le Travail (ESAT). Pour rappel, la mise à disposition est une modalité de détachement d'un travailleur d'ESAT pour occuper un poste dans l'entreprise ou pour prendre en charge un supplément d'activité.

La personne est mise à disposition dans le cadre d'une convention tripartite. Elle est placée sous la directive de l'entreprise qui l'embauche, mais reste en lien avec le chargé d'insertion de l'ESAT et reste juridiquement rattachée à son établissement d'origine. Elle continue de bénéficier, si besoin, d'un accompagnement médico-social et professionnel. Elle est néanmoins soumise à la hiérarchie et réglementation interne de la collectivité. Le temps de travail hebdomadaire ne peut être supérieur à 35 heures.

A ce titre, M. Adrien SALEM interviendra à la Médiathèque Intercommunale Aimé Césaire de Sainte Suzanne dans le cadre d'une mise à disposition par l'ESAT les TIDALONS à raison de 69h par mois réparties sur 4 jours par semaine et 3 samedi par mois, à raison de 12€ de l'heure, ce qui représente la somme prévisionnelle mensuelle de 828€ (huit cent vingt-huit euros).

Le coût de la mise à disposition est déductible de la cotisation pour l'Obligation d'Emploi des Travailleurs Handicapés (O.E.T.H.) de la collectivité.

Est joint en annexe au présent rapport, un projet de convention affectant M. Adrien SALEM à la Médiathèque Aimé Césaire pour la période du 1<sup>er</sup> juillet 2022 au 31 décembre 2022, pour un montant mensuel prévisionnel de 828 € à la charge de la collectivité.

Par conséquent, je vous prie de bien vouloir :

- Approuver la convention en annexe de mise à disposition d'un personnel d'établissement ou service d'aide par le Travail (ESAT) affecté au réseau de lecture publique de la CINOR
- Autoriser le Président à signer cette convention et à effectuer toutes les démarches nécessaires à sa mise en œuvre.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**Le Président,  
Maurice GIRONCEL**



Accusé de réception en préfecture  
974-249740119-20220630-BC2022-3-35-DE  
Date de télétransmission : 11/07/2022  
Date de réception préfecture : 11/07/2022

**DELIBERATION N° 2022/3-35  
du Bureau de la Communauté  
en séance du 30 juin 2022**

**OBJET**

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'UN PERSONNEL D'ETABLISSEMENT OU SERVICES D'AIDE PAR LE TRAVAIL (ESAT) AFFECTE AU RESEAU DE LECTURE PUBLIQUE**

**LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE**

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020 affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2022/3-35 du Président ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE  
DECIDE**

**ARTICLE 1**

D'approuver la convention en annexe de mise à disposition d'un personnel d'établissement ou service d'aide par le Travail (ESAT) affecté au réseau de lecture publique de la CINOR

**ARTICLE 2**

D'autoriser le Président à signer cette convention et à effectuer toutes les démarches nécessaires à sa mise en œuvre.

Nombre de votants : 12 Suffrages exprimés : 12 Vote pour : 12 Vote contre : 00 Abstention : 00
--

Pour extrait certifié conforme  
Fait à Sainte-Clotilde

08 JUL 2022

**Le Président,  
Maurice GIRONCEL**



Accusé de réception en préfecture 974-249740119-20220630-BC2022-3-35-DE Date de télétransmission : 11/07/2022 Date de réception préfecture : 11/07/2022
--